



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général commun départemental  
Service des moyens budgétaires**

**Bureau du Budget et des Achats**

## **Marché public de fournitures courantes et de services**

**Assurance multirisques de dommages  
aux biens relevant du périmètre de  
la préfecture de la Haute-Garonne.**

**Dossier simplifié de consultation des assureurs  
valant contrat et engagement**

Contrat public passé selon la procédure adaptée (art. R-2123-1 à R-2123-7 du code de la commande publique)

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Forme du marché.....	3
<b>ARTICLE 2 – DECLARATION DE CANDIDATURE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
3.1 Mise à disposition du dossier simplifié de consultation des assureurs (DSCA).....	4
3.2 Documents à fournir par le candidat.....	4
3.3 Réception des plis.....	5
3.4 Critères de jugement des offres.....	5
3.5 Durée de validité des offres.....	6
3.6 Options et Variantes.....	6
3.7 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	6
<b>ARTICLE 4 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 – IDENTIFICATION DE L'ASSUREUR OU DU GROUPEMENT .....</b>	<b>8</b>
5.1 Titulaire unique.....	8
5.2 Si groupement d'assurances .....	8
<b>ARTICLE 6 – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....</b>	<b>9</b>
6.1 Procédure du marché et dispositions générales .....	9
6.2 Délai d'exécution des prestations .....	10
6.3 Lieu d'exécution du marché.....	10
6.4 Prix.....	10
6.5 Avances (article R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique).....	10
6.6 Pénalités .....	10
6.7 Résiliation .....	10
6.8 Règlement des litiges .....	11
6.9 Règlement des prestations.....	11
<b>ARTICLE 7 – CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .....</b>	<b>12</b>
7.1 Conditions générales.....	12
7.2 Déclaration de sinistre.....	12
7.3 Gestion administrative des sinistres .....	13
7.4 Indemnisation de sinistre.....	13
7.5 La valeur à neuf .....	13
7.6 Les biens à assurer .....	13
7.7 Les évènements à assurer .....	13
<b>ARTICLE 8 – ANNEXES FINANCIERES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 – ATTESTATION SUR L'HONNEUR.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 – SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 - SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 - NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE .....</b>	<b>14</b>

# ASSURANCE MULTIRISQUES DE DOMMAGES AUX BIENS RELEVANT DU PÉRIMÈTRE DE LA PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE (31)

## Dossier simplifié de consultation des assureurs valant contrat et engagement

### ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

---

#### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la souscription d'un contrat d'assurance multirisques de dommages aux biens des bâtiments administratifs et des résidences de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Garonne.

Les prestations consistent à couvrir, pour la préfecture de la Haute-Garonne et ses deux sous-préfectures :

- Les dommages causés au patrimoine immobilier leur appartenant ;
- Les dommages causés aux bâtiments administratifs et aux résidences occupés en tant que locataires ou occupants à titre gracieux ;
- Les dommages causés aux mobiliers leur appartenant ;
- Les dommages causés aux œuvres d'art et objets de valeur leur appartenant ou mis à disposition de ces derniers.

#### Classification CPV :

66515200-5 : Services d'assurance de biens.

#### 1.2 Forme du marché

Le marché est conclu entre la personne publique et le prestataire du marché, ci-après respectivement dénommés « assuré » et « assureur ».

Il est constitué de deux lots pouvant faire l'objet d'un contrat avec un attributaire par lot.

Les lots sont définis comme suit :

- **Lot 1** : assurance multirisques de dommages aux biens des bâtiments administratifs de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Garonne ;
- **Lot 2** : assurance multirisques de dommages aux biens des résidences occupées par les agents de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Garonne.

Un bon de commande annuel sera émis pour chaque lot après la notification du marché.

### ARTICLE 2 – DECLARATION DE CANDIDATURE

---

Le candidat soumissionne pour :

☐ **Lot 1** : assurance multirisques de dommages aux biens des bâtiments administratifs de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Garonne ;

☐ **Lot 2** : assurance multirisques de dommages aux biens des résidences occupées par les agents de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Garonne ;

☐ **Les lots 1 et 2.**

## ARTICLE 3 – REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles. Elles informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

### 3.1 Mise à disposition du dossier simplifié de consultation des assureurs (DSCA)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement sous forme dématérialisée à partir de la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

**Référence du marché : 2024PREF01ASSURDAB**

Il comprend les documents suivants :

Le présent dossier de consultation simplifié des assureurs (DSCA)
L'inventaire des sites concernés (Annexe 1)
L'état de sinistralité de 2020 à 2023 (Annexe 2)
Le montant des garanties du dernier contrat (Annexe 3)
Les formulaires DC1, DC2 et DUME (Document Unique de Marché Européen)
L'acte de présentation d'un sous-traitant ou acte spécial (DC4)
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour les bâtiments administratifs (Annexe 4)
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour les logements de fonction (Annexe 5)
Un tableau récapitulatif des plafonds de garanties pour les logements de fonction (Annexe 6)

### 3.2 Documents à fournir par le candidat

1	Les documents DC1 et DC2 ou le Document unique de marché européen (DUME).
2	Le présent dossier de consultation, ayant valeur d'acte d'engagement, signé avec ses annexes 4 à 6 complétées et signées.
3	L'acte de présentation d'un sous-traitant ou acte spécial (formulaire DC4), le cas échéant.
4	Un mémoire technique permettant d'évaluer le critère technique de l'offre et présentant les conditions particulières et générales de la société d'assurance.
5	En cas de candidature présentée par un intermédiaire en assurance <sup>1</sup> : <ul style="list-style-type: none"><li>- le mandat de l'assureur à l'intermédiaire permettant de connaître l'étendue des pouvoirs délégués,</li><li>- le justificatif d'immatriculation et d'inscription sur le registre des intermédiaires en assurance (ORIAS),</li><li>- une note décrivant les liens de l'intermédiaire avec la compagnie d'assurance (exclusivité, participation au capital, etc.),</li><li>- une attestation d'assurance responsabilité civile et de garantie financière.</li></ul>
6	Un relevé d'identité bancaire.

<sup>1</sup> Une compagnie d'assurance ne peut pas se faire représenter par plusieurs intermédiaires dans le cadre d'une même procédure de passation, car cette situation équivaudrait à ce qu'une même entreprise d'assurance présente plusieurs offres. Or, la pratique consistant pour un candidat à un marché public à transmettre plusieurs offres est contraire aux principes de la commande publique.

### 3.3 Réception des plis

Les offres sont transmises sous la seule responsabilité des candidats.

Conformément aux termes des articles R. 2132-1 à R 2132-14 du code de la commande publique, les offres doivent être déposées par voie électronique uniquement sur la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Les offres déposées après la date et l'heure limite, ne seront pas acceptées.

Les offres doivent faire l'objet d'un dépôt unique. Aucune transmission papier n'est autorisée.

Les doublons, sous forme de copie de sauvegarde, de la réponse électronique seront acceptés sous la forme d'une clé USB. Ils devront être déposés auprès du correspondant administratif du marché à l'adresse suivante :

Secrétariat Général Commun Départemental  
SMB/Bureau du Budget et des Achats  
1 place Saint-Étienne - 31038 Toulouse Cedex 09

La date limite de réception des offres est fixée au :

**Lundi 18 novembre 2024 à 12h00**

### 3.4 Critères de jugement des offres

Seules seront recevables les offres qui ont été déposées au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Auront été éliminés les candidats dont la candidature n'aura pas été admise au regard des critères ci-après, classés par ordre décroissant d'importance :

- 1 – Pièces relatives à l'intermédiaire
- 2 – Références professionnelles
- 3 – Garanties financières
- 4 – Garanties techniques

Le pouvoir adjudicateur, après avis de la réunion d'examen des offres, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères d'attribution pondérés énoncés ci-après et après négociation éventuelle :

- **Prix des prestations (60%) soit 60 points.**

Critère évalué par le biais du montant porté à l'acte d'engagement et aux annexes financières (DPGF). Le nombre de points sera attribué de la façon suivante :

$$60 \times (\text{Offre la moins-disante} / \text{Offre examinée})$$

- **Valeur technique (40%) soit 40 points décomposés comme suit :**

- Critère 1 : nature, étendue et montant des plafonds de garantie des risques en fonction des franchises appliquées (20%) soit 20 points.
- Critère 2 : limite contractuelle d'indemnité proposée et étendue des réserves et exclusions (10%) soit 10 points
- Critère 3 : modalités, procédure de gestion et délais d'exécution des dossiers et notamment des sinistres (10%) soit 10 points.

**La note finale (NF)** de l'offre sera obtenue en ajoutant la note sur 100 du prix (P), pondérée par le coefficient de 60% à la note sur 100 de la valeur technique (VT) pondérée par le coefficient de 40% soit :

$$NF = (P*6 + VT*4) / 10$$

Les offres seront ainsi classées de la meilleure (note la plus proche de 100) à la moins bonne (note la plus proche de 0).

En cas d'égalité entre deux candidats, celui qui aura la meilleure note sur le critère de la valeur technique sera classé en meilleure position.

Les offres seront d'abord appréciées au regard de l'offre de base. En fonction des critères précédemment indiqués, et après pondération de ceux-ci, sera établi un classement pour connaître l'offre économiquement la plus avantageuse.

Ensuite, les variantes éventuellement proposées seront jugées selon les mêmes critères que les offres de base et seront, après pondération, classées en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Un choix définitif sera enfin opéré entre l'offre de base et la proposition de variante qui se seront classées au premier rang.

### 3.5 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3.6 Options et Variantes

Les biens immobiliers et mobiliers à assurer sont composés des bâtiments administratifs et des logements de fonction de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Garonne, qu'elles soient propriétaires, locataires ou occupants à titre gratuit.

- **Concernant l'assurance multirisques des biens administratifs (Lot 1)**, l'offre de base est constituée de 3 options :
  - Option 1 : franchise de 3 000 € TTC ;
  - Option 2 : franchise de 7 000 € TTC ;
  - Option 3 : franchise de 15 000 € TTC.

Les candidats devront obligatoirement répondre à ces trois options en précisant pour chaque option le montant des garanties proposées.

- **Concernant l'assurance multirisque des logements de fonction (Lot 2)**, l'offre de base est constituée de 2 variantes :
  - Option 1 : franchise de 1 500 € TTC ;
  - Option 2 : franchise de 3 000 € TTC.

Les candidats devront obligatoirement répondre à ces deux options en précisant pour chaque option le montant des garanties proposées.

Une seule variante est admise par lot : elle pourra porter sur le montant des franchises, le plafond des garanties ou sur des propositions de garanties supplémentaires.

La variante ne se substitue pas à l'offre de base. Elle est analysée dans les mêmes conditions et selon les mêmes critères que l'offre de base dès lors qu'elle est complète, individualisée, distincte de l'offre de base et conforme au cahier des charges.

### 3.7 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

## **ARTICLE 4 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

---

**Monsieur le Préfet de la région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne**

Secrétariat Général Commun Départemental (SGCD)

1 place Saint-Étienne

31038 TOULOUSE Cedex 09

**Personne responsable du suivi de l'exécution du marché :**

Le Chef du Service des Moyens Budgétaires (SMB)

**Contacts pour obtenir des renseignements complémentaires :**

Le gestionnaire de l'achat public : Mme Caroline FERRER - [caroline.ferrer@haute-garonne.gouv.fr](mailto:caroline.ferrer@haute-garonne.gouv.fr)

**Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :**

Monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne

15 place Occitane – 31039 Toulouse

**Imputation budgétaire :**

Programme : 0354

Centre financier : 0354-DR31-DP31

**Service et adresse pour l'envoi des factures :** <https://chorus-pro.gouv.fr>

Chaque facture devra mentionner le numéro de l'engagement juridique (EJ) du marché et du service exécutant. Ces informations seront reportées sur le bon de commande qui sera transmis à l'assureur retenu.

**ARTICLE 5 – IDENTIFICATION DE L'ASSUREUR OU DU GROUPEMENT**

**5.1 Titulaire unique**

Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :	
Adresse :	
CP :	Ville :
Téléphone :	Courriel :
N° SIRET :	
Coordonnées bancaires (joindre un RIB) :	

**5.2 Si groupement d'assurances**

**Identification des assureurs :**

Nom :	Nom :
Adresse :	Adresse :
CP : Ville :	CP : Ville :
Tél. :	Tél. :
Courriel :	Courriel :
N°SIRET :	N°SIRET :

**Nature du groupement :**

☐ conjoint    ou    ☐ solidaire

**Identification du mandataire :**

Nom et N°SIRET :

**En cas de groupement conjoint, répartition des prestations :**

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

**Coordonnées bancaires des membres du groupement (joindre RIB) :**

## ARTICLE 6 – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

---

### Textes de référence :

- Code des assurances
- CCAG Fournitures courantes et de services (FCS)

Références du marché : 2024PREF01ASSURDAB

### 6.1 Procédure du marché et dispositions générales

Ce marché est un marché de services passé dans les conditions de la procédure adaptée en application des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

Le présent DSCA et les prestations qui y sont décrites sont communs à tous les lots hormis les annexes 3, 4 et 5 concernant respectivement les bâtiments administratifs (annexe 3) et les logements de fonctions (annexes 4 et 5).

### Coassurance :

Si les assureurs souhaitent se présenter groupés, ils pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire. Les coassureurs sont représentés par un mandataire, dénommé « Apériteur », dont le mandat est joint à l'acte d'engagement. L'apériteur se chargera de la bonne administration du marché et sera l'interlocuteur du SGCD31 et des services bénéficiaires.

Si le marché n'en désigne pas, l'assureur énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme apériteur.

Tout retrait d'un des membres du groupement de la coassurance n'est possible que dans la mesure où son remplacement est assuré par un autre membre du groupement. L'acheteur pourra accepter, par avenant, un tel remplacement, sous réserve que les conditions d'exécution du marché restent inchangées. A défaut d'accord, le coassureur sera alors tenu par ses obligations jusqu'au terme du marché.

### Sous-traitance :

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Après notification du marché, la procédure d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est sous la responsabilité du SGCD31.

Le paiement direct d'un sous-traitant est obligatoire dès que sa prestation est d'un montant égal ou supérieur à six cents euros toutes taxes comprises (600€ TTC).

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

### Langue et unité monétaire :

L'ensemble des documents échangés seront rédigés en langue française.

Les titulaires sont tenus de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

L'unité monétaire de compte du présent marché est l'Euro.

**Le présent marché ne pourra être exécuté que sous condition de disponibilité des crédits nécessaires aux paiements des prestations à réaliser. Dans le cas contraire le marché fera l'objet d'un classement sans suite.**

## 6.2 Délai d'exécution des prestations

Le présent marché est conclu pour une durée de 1 an ferme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Date prévisionnelle de notification du marché : le 15 décembre 2024 (cette date n'a aucune valeur contractuelle, elle est donnée à titre indicatif).

## 6.3 Lieu d'exécution du marché

La liste des sites concernés est définie à l'annexe 1 du présent dossier. Celle-ci pourra évoluer à une date postérieure à la date de démarrage, en fonction, entre autres, des fermetures de sites.

## 6.4 Prix

Les prestations sont traitées à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont ceux proposés par le titulaire dans les bordereaux de DPGF annexés au présent dossier valant acte d'engagement. Ces conditions tarifaires sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

Les prix sont définitifs et fermes durant toute la durée du marché.

## 6.5 Avances (article R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique)

**Une avance égale à 30% du montant TTC du marché est versée au titulaire**, conformément à l'article R 2191-7 du Code de la Commande Publique, sauf si celui-ci y renonce expressément.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le bon de commande a été émis et si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, soit la totalité sur la facture unique, soit il commencera dès lors que le paiement atteindra 65% du montant TTC du marché et devra être terminé lorsque les prestations exécutées atteindront 80% du montant TTC du marché.

**J'accepte le versement de l'avance :**  
(Cocher la case correspondante)

☐ Non

☐ Oui

## 6.6 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités telles que prévues au CCAG-FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'assureur doit proposer dans l'annexe 7, les délais d'expertise et d'indemnisation que la société d'assurance appliquera dans la gestion des dossiers de sinistres pour chacun des lots.

Conformément aux dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

## 6.7 Résiliation

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

## 6.8 Règlement des litiges

Le présent marché est soumis au droit français.

Le titulaire et la personne publique s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui peuvent intervenir lors de l'exécution du présent marché.

### Instance chargée des procédures de recours

En vertu de l'article R.312-11 du code de justice administrative, les parties au présent marché conviennent que la juridiction compétente en cas de litige durant l'exécution du marché sera :

Tribunal administratif de Toulouse  
68, rue Raymond IV - B.P. 7007  
31068 TOULOUSE Cedex 07  
Tél : 05 62 73 57 57  
Fax : 05 62 73 57 40

## 6.9 Règlement des prestations

### Modalités de paiement

La prime d'assurance est payée en un seul terme par la préfecture en la personne de son représentant légal dûment habilité, dans les conditions prévues par le code des assurances, sur présentation préalable du mémoire de prime dûment accepté par la préfecture.

Cependant, pour des raisons budgétaires, la préfecture se réserve le droit d'établir un échéancier afin d'étaler les paiements sur l'année.

L'assureur renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si un retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Le paiement des factures intervient après la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

### Transmission des factures

Conformément aux articles L. 219.2-1 à L. 219.2-7 du Code de la Commande Publique, le titulaire doit adresser la ou les factures afférentes via le portail dématérialisé Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Chaque facture doit mentionner :

- le numéro de l'engagement juridique (EJ) et le code du service exécutant (SE) : ceux-ci sont mentionnés sur le bon de commande ;
- la prestation et sa période de référence ;
- la raison sociale, le siège social et le n°SIRET du prestataire ;
- le RIB (IBAN BIC) ;
- les prix unitaires et le prix total de la prestation.

Toute demande de paiement adressée sous format papier sera rejetée.

## **ARTICLE 7 – CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

---

La préfecture est déjà détentrice d'un contrat d'assurance de responsabilité civile. Il est donc demandé au candidat d'exclure cette garantie de son offre.

### **7.1 Conditions générales**

L'objet des prestations à réaliser au titre du présent marché est l'assurance multirisques habitation des bâtiments administratifs ainsi que l'assurance habitation des logements de fonction. Ces bâtiments sont situés dans le département de la Haute-Garonne.

L'assurance couvre l'intégralité des patrimoines immobiliers et des biens mobiliers de toute nature (les aménagements, les embellissements, les archives, les documents divers, les matériels, les chaudières, les réseaux, les matériels, les objets de valeurs, les œuvres d'art, les matériels électroniques ou informatiques...) propriétés des assurés, loués, détenus par eux à un titre quelconque ou dont ils sont responsables.

Les bâtiments, le contenu, les installations ou investissements nouveaux dont la préfecture et ses sites deviennent propriétaires, locataires, occupants, ou détenus à quelque titre que ce soit, bénéficient automatiquement et sans déclaration préalable des garanties du contrat pour autant (en ce qui concerne les bâtiments) que la superficie définie soit déclarée à l'assureur.

Les bâtiments assurés sont généralement construits et couverts en matériaux durs pour plus de 50 % mais certains d'entre eux peuvent comporter des matériaux légers ou semi-légers et présenter des étages ordinaires et des contiguïtés ou proximités avec des risques aggravants de toute nature.

Les assureurs s'engagent à accepter de garantir automatiquement et sans déclaration préalable, dans la limite de 20% de la superficie, les investissements. Ces investissements feront l'objet d'une régularisation annuelle et cette garantie automatique sera reconduite d'année en année et/ou après chaque utilisation déclarée.

L'administration indiquera au titulaire toutes les modifications significatives dans la composition du patrimoine à assurer qui interviendront en cours de marché, notamment les bâtiments et surfaces à intégrer ou à supprimer.

La garantie sera systématique en cours d'année pour toutes les nouvelles acquisitions qu'il s'agisse de biens immobiliers ou de biens composant le contenu.

En revanche la préfecture s'engage à effectuer une mise à jour précise de l'ensemble du patrimoine en tant que de besoin.

Les modifications éventuelles (extension ou diminution des surfaces assurées) feront l'objet d'un avenant aux conditions particulières du contrat.

Hormis dans le cas où la nature des nouveaux bâtiments assurés ou leur destination est susceptible de présenter un risque aggravant, ils seront garantis aux mêmes conditions de prix que celles du contrat initial. Seul un ajustement du prix conformément à l'article 5 du cahier des clauses administratives particulières pourra être pris en compte dans le calcul de la prime annuelle.

### **7.2 Déclaration de sinistre**

Par dérogation à l'article L.113-2 du code des assurances, tout sinistre pourra être déclaré par l'assuré dans un délai d'un mois à partir du moment où le chargé des assurances de la préfecture en aura eu connaissance.

La garantie s'applique systématiquement aux biens immobiliers ainsi qu'aux biens mobiliers acquis en cours d'année. On entend par biens mobiliers l'ensemble des biens meubles contenus dans les bâtiments et les résidences.

### **7.3 Gestion administrative des sinistres**

En cas de sinistre, le titulaire du marché s'engage à tout mettre en œuvre pour informer l'administration dans les meilleurs délais, des modalités d'expertise, des conditions et du montant des remboursements qu'il prendra en charge, de manière à éviter l'immobilisation prolongée des bâtiments et matériels endommagés.

### **7.4 Indemnisation de sinistre**

Dans le cas où un sinistre impliquerait plusieurs garanties du marché, une seule franchise sera déduite.

Les sinistres sont indemnisés TVA comprise au taux en vigueur au moment du sinistre.

L'assureur consent à l'abrogation de la règle proportionnelle des capitaux prévue à l'article L.121-5 du code des assurances.

### **7.5 La valeur à neuf**

On entend par valeur à neuf sur les bâtiments et leurs installations techniques, la valeur acquise. Si un bâtiment sinistré doit être reconstruit selon de nouvelles normes, de nouveaux besoins, de nouvelles technologies de construction et sur un autre emplacement, sa valeur à neuf demeurera la valeur acquise.

La reconstruction pourra se faire sans limitation dans le temps.

### **7.6 Les biens à assurer**

Voir l'annexe 1 relative à l'inventaire des sites.

### **7.7 Les événements à assurer**

Voir l'annexe 3 relative au montant des garanties du précédent contrat d'assurances.

## **ARTICLE 8 – ANNEXES FINANCIERES**

---

Voir annexes 4, 5 et 6 relatives aux DPGF et au plafonds des garanties pour les résidences.

## **ARTICLE 9 – ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

---

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- ☐ les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances ...). Les capacités doivent être en lien et adaptées à l'objet du marché ;
- ☐ ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (article 43 du CMP).

Les capacités précitées et attestées sur l'honneur ainsi que la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au seul lauréat.

## ARTICLE 10 – SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués dans les annexes financières.

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## ARTICLE 11 - SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

A : ....., le .....

Signature (*Représentant du pouvoir adjudicateur à signer le marché*)

## ARTICLE 12 - NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :  
« Reçue à titre de notification copie du présent marché »

A ....., le .....

Signature du titulaire,